



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 24 octobre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BELLANNE

2 rue Angevine
CS 40256
49300 Cholet

Références : 2024-395_INSP_BELLANNE_Cholet_RAP
Code AIOT : 0006302228

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2024 dans l'établissement BELLANNE implanté 2 rue Angevine CS 40256 49300 Cholet. L'inspection a été annoncée le 03/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BELLANNE
- 2 rue Angevine CS 40256 49300 Cholet
- Code AIOT : 0006302228
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BELLANNE est une filiale du groupe TERRENA qui est spécialisée dans la fabrication

d'aliments pour animaux de ferme et dans le négoce agricole.

Elle exploite à CHOLET, 2 rue Angevine des installations de fabrication d'aliments pour animaux de ferme soumise à autorisation. L'activité du site de Cholet consiste à doser, broyer, mélanger, granuler et conditionner des matières premières généralement des céréales, selon différentes formulations en fonction de leur devenir : ruminants (80%), lapins (20%),

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	NC2-NC3 Suivi des rejets/ entretien débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbure	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 22/03/2012, articles 5.1 à 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	NC5 Rejet des eaux industrielles résiduaires (eaux de purges de la chaudière)	Arrêté Préfectoral Complémentaire du 22/03/2012, article 5.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	vérification périodique et maintenance des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 22/05/2001, article 6-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre incendie	Arrêté Préfectoral du 22/05/2001, article 6.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air + NC4	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15-2	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	code de l'environnement, article : R.511-9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des demandes de justificatifs ont été faites auprès de l'exploitant.

Les points non conformes suivants issus du rapport d'inspection de 2021 n'ont pas été traités : NC1 (constats 2011 et 2014) et O1 (constat 2014).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : code de l'environnement, article : R.511-9			
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative			
Prescription contrôlée :			
Par lettre du 14/06/2024 l'exploitant a transmis le tableau de classement suivant :			
Rubrique	désignation des activités	éléments caractéristiques actuels	régime
3642-2a	Traitement et transformation, à l'exclusion du seul conditionnement, des matières premières ci-après, qu'elles aient été ou non préalablement transformées, en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux issus : 2. Uniquement de matières premières végétales, avec une capacité de production : a) Supérieure à 300 t de produits finis par jour	450 t/j	A (acté courrier préfectoral 22/03/2013)
2160-2b	Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable, à l'exception des installations relevant par ailleurs de la rubrique 1532 2. Autres installations : b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m ³ mais inférieur ou égal à 15 000 m ³	6892 m ³	DC (acté courrier préfectoral 22/03/2013)
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en	chaudière à gaz du site 1.4MW	DC (déclaration bénéfice droit acquis 20/01/21)

	<p>mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>		
--	--	--	--

Constats :

L'exploitant ne signale pas de changement sur les rubriques ou leur volume d'activité.

Il indique que le seul changement qui est prévu est le remplacement des bigs bags par du micro-dosing avec une nouvelle machine mais sans modification du lieu de stockage ou du volume total. Un porter à connaissance est attendu de l'exploitant sur ce point s'il considère la modification comme notable.

Par ailleurs, il prévoit aussi une optimisation du tri des déchets.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : NC2-NC3 Suivi des rejets/ entretien débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbure

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2012, articles 5.1 à 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, rejets
Prescription contrôlée : <div><p>Art. 5.1- rejet des eaux pluviales Les eaux pluviales non polluées peuvent être rejetées directement dans le réseau public d'eaux pluviales. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées doivent être traitées dans un ou des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures dimensionnés selon les règles de l'art. Ces dispositifs doivent être régulièrement entretenus conformément aux recommandations du constructeur. Les justificatifs de cet entretien doivent être tenus à disposition de l'inspection. La teneur en hydrocarbures totaux doit inférieure à 10 mg/L.</p><p>5.2 - Rejet des eaux industrielles résiduelles Les dispositions suivantes se substituent à celles de l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral D3-2001-n°386 du 22 mai 2001. Il est interdit de rejeter des eaux issues des procédés dans le réseau d'eaux usées. Les eaux de purges de la chaudière ne pourront être rejetées dans le réseau d'eaux usées qu'après neutralisation, afin de ramener leur pH à une valeur comprise entre 5,5 et 8,5. La température des effluents rejetés doit être inférieur à 30 °C. Les eaux provenant de l'aire de nettoyage des véhicules et l'aire de station chargement vrac sont traitées par un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures commun dimensionné pour ces deux zones. La teneur en polluants des effluents rejetés dans le réseau d'eaux usées ne doit pas dépasser les valeurs limites de concentration suivantes : 10 mg/L en hydrocarbures totaux et 30 mg/L en MES.</p><p>5.3 - Suivi des rejets L'exploitant s'assure, en permanence, du respect des dispositions de l'article 5.1 et 5.2 du présent arrêté en réalisant des analyses selon une fréquence qu'il a définie en fonction des installations. Les résultats de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p></div>
Constats : <p><u>Constat inspection 2021:</u> - Présence de dépassements récurrents pour le paramètre MES (Matières En Suspension) depuis 2019 en sortie de rejet des deux débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbures (supérieur à valeur limite fixée à 30 mg/L). Constat non résolu en 2021.</p> <p><u>Constat inspection 2024:</u> L'exploitant a remis:</p> <ol style="list-style-type: none">1. un plan des réseaux avec implantation de 2 débourbeurs/séparateurs d'hydrocarbures : il conviendra que l'exploitant les identifie au regard des 2 zones identifiées de son arrêté préfectoral à savoir "séparateur aire de nettoyage des véhicules" et "séparateur aire de station chargement vrac".2. le rapport d'analyses Inovalys D240314082 du 28/03/24 indique : Pour le Séparateur « parking » : la teneur en hydrocarbure est conforme (<10mg/l) mais la teneur en MES est encore non conforme : relevé à 110 mg/l pour une teneur limite fixée à 30 mg/l (APC du 22/03/12).

Pour le Séparateur « pont bascule » : la teneur en hydrocarbure est également conforme (<10mg/l) mais la teneur en MES est non conforme : relevé à 37 mg/l pour une teneur limite fixée à 30 mg/l (APC du 22/03/12).

Ces dépassements sont récurrents pour le paramètre MES depuis 2019, bien qu'ayant toutefois baissé (en 2019, les valeurs mesurées sur les deux points de rejet étaient 200 mg/l et 210 mg/l).

3. Deux bons d'intervention du 12/09/23 et du 24/01/24 sur les 2 débourbeurs/séparateurs: bien que la fréquence de nettoyage ait été revue et resserrée conformément à la demande de l'inspection, les non-conformités concernant les teneurs en MES sont maintenues. L'exploitant s'interroge sur les filtres des séparateurs qui ne seraient pas nettoyés/changés lors de l'entretien. Par mail du 7/10/24, l'exploitant indique qu'une nouvelle intervention est programmée le 28/10/24 pour un curage complet et qu'une nouvelle analyse sera conduite.

L'exploitant a pris contact avec l'entreprise ayant installé les débourbeurs et séparateurs pour s'assurer de leur dimensionnement: le chargé d'étude de l'entreprise de TP indique « avoir posé un séparateur 6l/s avec la documentation technique jointe ce qui est pour lui suffisant pour les activités du site. Le débit indiqué concerne le débit d'eau traitée ». Un plan a également été transmis avec l'implantation de la cuve débourbeur de 300 L et du séparateur.

L'exploitant indique qu'il n'est pas possible de réaliser le calcul de dimensionnement du Séparateur parking et que le calcul du dimensionnement du séparateur localisé au droit de l'aire de nettoyage sera envoyé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu la transmission :

- du calcul dimensionnement du débourbeur/séparateur d'hydrocarbures localisé au droit du parking et d'une attestation de conformité du bon dimensionnement de l'ouvrage à l'entreprise de TP
- de nouvelles analyses des teneurs en hydrocarbures et de MES pour les 2 séparateurs après leur nettoyage respectif et changement des filtres.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : NC5 Rejet des eaux industrielles résiduaires (eaux de purges de la chaudière

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/03/2012, article 5.2
Thème(s) : Risques chroniques, rejet eaux chaudière
Prescription contrôlée : Art. 5.2 Rejet des eaux industrielles résiduaires (eaux de purges de la chaudière) Les eaux de purges de la chaudière ne peuvent être rejetées dans le réseau d'eaux usées qu'après neutralisation, afin de ramener le pH à une valeur comprise entre 5,5 et 8,5. La température des effluents rejetés doit être inférieure à 30°C. Art. 5.3 Suivi des rejets L'exploitant doit procéder à des analyses selon la fréquence qu'il a définie pour s'assurer du respect des VLE. Les résultats sont à tenir à disposition de l'inspection.
Constats : <u>Constat inspection 2021:</u> Lors de la visite d'inspection du 8 septembre 2021, il a été constaté qu'aucune mesure des rejets d'eaux de purges de la chaudière n'est effectuée. Il est demandé de préciser les caractéristiques de ces eaux de purge (nature des polluants rejetés, volume rejeté) et les conditions de rejets (surveillance, traitement, exutoire final). Par ailleurs, la convention de déversement au réseau d'assainissement de la communauté d'agglomération du choletais qui définit les conditions de déversement (eaux admissibles au réseau d'eaux pluviales et eaux assimilées domestiques) n'est plus valable : Celle-ci prenait effet à compter du 1 ^{er} juillet 2015 pour une durée de 5 ans. <u>Constat inspection 2024:</u> Dans le rapport d'analyse Inovalys de mars 2024 sur Échantillon N° : E2403072653 (Eaux Résiduaires Divers) Chaudière, il est indiqué un pH > 10 (non respect de l'APC du 22/03/12). L'exploitant indique ne pas avoir de solution à l'heure actuelle et faire le point avec d'autres établissements du groupe. La température et la teneur en MES sont conformes. L'exploitant indique, sur site à l'inspection, le point de rejet canalisé des eaux de purge de la chaudière, mais il ne connaît pas son exutoire final. Il déclare qu'un traçage des eaux de purge va être conduit et que le plan des réseaux sera complété. Concernant la convention, l'exploitant a transmis un échange de mail avec le SPANC, Service Assainissement, Direction de l'Environnement Cholet Agglomération en date du 23/09/24 . La convention doit être refaite avec Cholet Agglomération sur la base du règlement de service de 2019.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu la transmission : <ul style="list-style-type: none">• d'un plan des réseaux à jour comprenant les réseaux et l'exutoire associés aux eaux de purge ;• d'une justification de la mise en place d'un dispositif adapté pour réguler le pH des eaux de purge conformément à l'APC ;• de la convention de rejet mise à jour avec Service Assainissement de Cholet Agglomération.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : vérification périodique et maintenance des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2001, article 6-1
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel effectué par un organisme compétent. Ce rapport doit comporter une description des installations électriques présentes dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives et les conclusions de l'organisme quant à la conformité des installations électriques ou les mesures à prendre pour assurer la conformité avec les dispositions du décret du 14/11/1988.
Constats : L'exploitant a remis : <ul style="list-style-type: none">• Le Compte rendu Q19 Dekra N° 08658134/2401 du 05/01/24 : Le rapport indique qu'aucune anomalie n'est constatée concernant un échauffement électrique ; il est indiqué de nettoyer les armoires électriques poussiéreuses à l'aide d'un aspirateur de type ATEX et recommandé de procéder à un contrôle par ultrason des cellules haute tension.• Le Compte rendu Q18 Dekra n° : 086581222301 R 001 du 09/11/23 : La vérification est complète mais sans coupure totale. Le compte rendu indique que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion en raison de présence de poussière déposée ou de substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques (Danger déjà signalé). Lors de l'ouverture de l'armoire électrique par l'exploitant, celle-ci présente de la poussière sur les câbles et au sol. L'exploitant a présenté un tableau mural avec des fiches de nettoyage (mode opératoire + enregistrement des opérations). Un constat visuel est réalisé suite au nettoyage par le responsable du site ainsi que le responsable planificateur. L'exploitant indique que le magasin situé à proximité des TGBT n'est pas noté dans les consignes de nettoyage mais surveillé de manière hebdomadaire et une notification est réalisée en cas de problème. L'exploitant a transmis par mail du 07/10/24 : <ul style="list-style-type: none">• un avis d'intervention Dekra programmée le 09/12/24 pour le Q19 ;• un avis d'intervention Dekra programmée le 04/11/24 pour le Q18. Il est rappelé à l'exploitant de privilégier une coupure totale lors du contrôle ;• un avis d'intervention Dekra programmée le 24/09/24 pour l'adéquation des appareils aux zones à risques d'explosion.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu <ul style="list-style-type: none">• La réalisation d'un dépoussiérage de l'armoire électrique à l'aide d'un aspirateur de type ATEX (<u>dés à présent</u>) et la planification régulière de cette opération ;• la transmission d'un nouveau Q18 conforme en privilégiant une coupure totale lors du contrôle,• le rapport de Dekra à l'issue de l'intervention programmée le 24/09/24 pour l'adéquation des appareils aux zones à risques d'explosion
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Vérification périodique et maintenance des moyens de lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2001, article 6.3
Thème(s) : Risques accidentels, moyens de lutte contre incendie
Prescription contrôlée : Moyens internes L'établissement doit disposer à minima des moyens contre l'incendie suivants : extincteurs, 4 RIA au minimum, ... Les moyens internes sont adaptés aux risques présentés par les installations . Ils sont judicieusement répartis dans l'établissement, signalés et accessibles en permanence. Tous les matériels de sécurité et de secours sont correctement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.
Constats : L'exploitant a transmis le rapport de visite APS services du 05/01/24 sur MAINTENANCE EXTINCTEURS-DESENFUMAGE-RIA-RIDEAU D'EAU : <ul style="list-style-type: none">• Rideau d'eau: Le rapport indique des fuites sur de nombreux raccords du réseau, de prévoir la reprise des raccords pour une meilleure étanchéité, la présence de petits cailloux dans le réseau ;• DESENFUMAGE NATUREL (19 vérifications) : les conclusions du rapport n'indique pas d'anomalie hormis une remarque sur commande sortie magasin qui doit se situer dans le local de désenfumage ;• extincteurs (56 vérifiés): Le rapport indique des remplacements de joints à effectuer lors de la prochaine maintenance. Le rapport et le compte-rendu Q4 du 31/01/24 sur les extincteurs indique des non-conformités sur 2 extincteurs CO₂ 5kg de +10 ans pour les n° 19 et 22 (à remplacer) et l'indication d'un devis du 14/12/23.• Rapport de Vérification Périodique d'Installation de RIA 16/02/24 : 4 testés et des non-conformités sont indiquées pour une pression insuffisante pour tous, 2 RIA indiqués à remplacer, et l'absence de pompe de secours. L'exploitant déclare que la pompe est neuve et est à vérifier pour les problèmes de pression ; il ne dispose pas de justification de bon dimensionnement. Cela sera discuté avec l'entreprise réalisant la maintenance L'exploitant a remis par mail du 7/10/24 : <ul style="list-style-type: none">- un bon de commande n°6503 du 21/06/24 pour remise en état du rideau d'eau et le remplacement des 2 RIA par APS. La date d'intervention n'est pas connue. La facture sera à transmettre pour réalisation effective (rideau d'eau et RIA)- un bon de commande n°6547 et une facture APS du 31/08/24 pour remplacement de l'extincteur n°20: l'inspection attire l'attention sur le fait que 2 extincteurs (n° 19 et 22) étaient concernés sur le rapport initial APS et que rien n'est indiqué sur leur remplacement. Une facture pour leur remplacement est à transmettre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : IL est attendu la transmission des factures pour <ul style="list-style-type: none">• la remise en état du rideau d'eau ;• le remplacement des 2 RIA indiqués à remplacer ;• le remplacement des 2 extincteurs CO₂ 5kg de +10 ans (n° 19 et 22) ;

- la vérification de la pompe pour les RIA (bon fonctionnement et dimensionnement) ;
- la résolution de la remarque concernant le désenfumage.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Valeurs limites d'émissions (VLE) et surveillance des rejets dans l'air + NC4

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 15-2
Thème(s) : Risques chroniques, VLE
Prescription contrôlée : Les émissions dans l'air respectent les VLE et sont surveillées aux fréquences suivantes (fréquence annuelle): <ul style="list-style-type: none">• Broyage : 10 mg/Nm³ Unités existantes• Refroidissement granulés 20 mg/Nm³ pour rejet Fosse réception APC du 22/03/12 art. 4.2 – rejets des installations de dépolluissage L'air issu des installations de dépolluissage et rejeté à l'atmosphère doit présenter une teneur en poussière inférieure à 20 mg/Nm³ . AP du 22/05/2001 art. 8.2.3 mesure périodique de la pollution rejetée Une mesure du débit rejeté et de la concentration des poussières doit être effectuée au moins tous les trois ans .
Constats : L'exploitant a remis le rapport APAVE du 13/04/23 concernant des mesures des rejets en sortie des refroidisseurs des presses (émissaire Point de prélèvement dans gaine de sortie en toiture tour de granulation, regroupant les 3 gaines de sortie des refroidisseurs des 3 presses à granulés) et fosse réception. Les VLE sont conformes (<20 mg/Nm ³) Il est rappelé à l'exploitant que la fréquence de mesure reste triennale sur la base de l'article 8.2.3 de l'AP du 22/05/2001 concernant l'installation de dépolluissage de la fosse de réception ; par contre, depuis le 4 décembre 2023 , la fréquence de surveillance des rejets de poussières au niveau des presses doit être annuelle conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020. L'exploitant indique qu'un nouveau relevé a été réalisé le 24/09/24: le rapport sera à transmettre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu la transmission du nouveau rapport d'analyse des rejets de poussières en sortie des refroidisseurs des 3 presses à granulés ;
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois